



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le - 1 JUL. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI

☎ : 04 72 61 37 79

✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur;*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société FOT IMPRIMEURS dans son établissement situé ZAC de Satolas Green à PUSIGNAN ;

VU les rapports des 27 avril 2015 et 8 juin 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les courriers adressés à l'exploitant les 27 avril et 8 juin 2015 dans le respect des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les éléments transmis par l'exploitant le 29 mai 2015 ;

CONSIDERANT qu'à la suite du contrôle sur pièces, réalisé le 10 avril 2015, par l'inspection des installations classées, la société FOT IMPRIMEURS a transmis par courrier du 29 mai 2015, une analyse du risque foudre datée du 8 septembre 2006, ainsi qu'un plan d'actions prioritaires, au titre de l'année 2015, concernant la protection de ses installations électriques ;

CONSIDERANT que le rapport de l'inspection des installations classées daté du 8 juin 2015 met en évidence les non conformités suivantes :

- ♦ l'analyse du risque foudre n'a pas été mise à jour et l'étude technique de mise en conformité n'a pas été, le cas échéant, proposée (*arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et paragraphe 2.4 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 susvisés*) ;

.../...

- ♦ la vérification annuelle des installations électriques a été réalisée mais les actions correctives (47 irrégularités relevées par le bureau d'étude vérificateur) n'ont pas été mises en place (*paragraphe 2.3 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 précité*) ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il est établi que la société FOT IMPRIMEURS ne respecte pas l'ensemble des dispositions qui sont applicables aux installations qu'elle exploite à PUSIGNAN, ZAC de Satolas Green ;

CONSIDERANT au vu de ce qui précède, qu'il convient de demander à la société FOT IMPRIMEURS de se conformer à l'intégralité des dispositions fixées tant par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 que par l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société FOT IMPRIMEURS, ZAC de Satolas Green à PUSIGNAN, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté :

- ♦ de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et du paragraphe 2.4 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 en actualisant l'analyse du risque foudre et, si nécessaire, en proposant, une étude technique, *dans le délai de trois mois* ;

- ♦ de respecter les dispositions du paragraphe 2.3 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009, en réalisant les actions correctives sur le système électrique et en transmettant, *dans le délai de six mois*, un bilan portant sur l'exécution du plan d'actions qu'elle a adressé en mai 2015 ; tout objectif non atteint sera justifié.

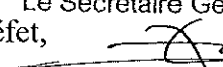
ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de PUSIGNAN,
- ♦ à l'exploitant.

- 1 JUL. 2015

Lyon, le
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint
Le Préfet,

Denis BRUEL